

PER
C-4

REVUE
DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE

française

AU CANADA

TOBRE 1974, No 638



**Avec
Air France,
les hommes
d'affaires
sont en
bonnes
mains.**



AIR FRANCE



REVUE

DE LA

CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE

AU CANADA

OCTOBRE 1974, No 638

La conjoncture au Canada	H.M.	3
Energie et matières premières		5
La bourse		15
Nouvelles de France et du Canada		17
Salons spécialisés français		19
Calendrier des salons internationaux français		21
French Trade Shows		23
Nos nouveaux membres		25
Propositions d'affaires — Trade Opportunities		27
Demandes d'emploi		27
Notre carnet		28

LA CHAMBRE DE COMMERCE FRANÇAISE AU CANADA

1080, Côte du Beaver Hall, Bureau 826
Montréal, Qué. H2Z 1S8
Tél.: 866-2797-98

Adresse télégraphique : Gallia Montréal

PUBLICITÉ

Canada

M. Guy Dorval
Relationniste - Publicitaire conseil
3422 Durocher, suite 19, Montréal
Tél : 849-6466
849-2897

France et autres pays
Secrétariat de la Chambre

La Revue est publiée tous les deux mois par
La Chambre de Commerce Française au Canada

Tirage : 5000 exemplaires

Prix : le numéro \$0.75

Abonnement annuel : Canada \$4.00

France et autres pays : \$8.00

*Affranchissement en numéraire
au tarif de la troisième classe*

Permis No H. 11

Port de retour garanti

Dépôt légal, Bibliothèque Nationale du Québec
Notre numéro de l'ISO (Organisation Internationale de
Normalisation) est: CN ISSN 0045-6306

Imprimée par

Imprimerie Gagné Ltée, St-Justin, Montréal, Qué.

Couverture: Chantiers maritimes à Montréal (Photo ONE)

LE GROUPE **elf** AU CANADA

EXPLORATION



1700 Bow Valley Square
202 6th Avenue West
Calgary, Alta. Tel. 403-263-7300



DISTRIBUTION



*importation, stockage et distribution
de produits pétroliers et de lubrifiants*

ELF Hydrocarbures du Québec Ltée
1117 ouest Ste-Catherine, R. 306 Montréal Que.
Tél : 288-8122

HUILE À
CHAUFFAGE



*Chauffage industriel,
commercial et résidentiel
Vente et location
d'appareils de chauffage*


beaucage

3745 Courtrai, Montréal, Que.
Tél : 735-2671




sénéchal

2024 St-Georges Lemoyne
Tel: 671-5984

LA CONJONCTURE AU CANADA

Les plus récents indicateurs économiques confirment le ralentissement de l'activité générale. La diminution sensible de la construction domiciliaire affecte la demande de produits durables: les mises en chantier de logements, pendant les 8 premiers mois, sont inférieures de 9% à l'an dernier. La demande externe faiblit également, par suite de la conjoncture médiocre aux Etats-Unis, au Japon et en Europe: au deuxième trimestre les exportations canadiennes ont diminué, en volume, de 5%. L'excédent de la balance commerciale diminue, passant de \$607 millions à \$401 du premier au deuxième trimestre. Le déficit de la balance courante s'en trouve accru, ce qui explique, en partie, la baisse récente du dollar canadien sur le marché des changes. La production industrielle a fléchi de 0,9% de juillet à août et est en retrait par rapport à son niveau le plus élevé enregistré en mars. Au total, le produit national brut, en termes réels, a plafonné d'avril à juin, alors qu'il avait progressé d'un taux annuel de 6% au premier trimestre et de près de 7% en 1973.

Il est probable que ce ralentissement se poursuivra au cours des prochains mois, jusqu'à l'été prochain peut-être, et que la croissance de l'économie canadienne, cette année, sera moins forte qu'on l'avait prévu précédemment. Le PNB pourrait augmenter de 3 à 4% en 1974, alors qu'on avait prédit une expansion de l'ordre de 5%. Il y a peu d'espoir, en effet, de voir les exportations et la construction de logements — deux des principaux points faibles actuels — se raffermir prochainement. Les politiques de déflation appliquées un peu partout dans le monde pour lutter contre la hausse inquiétante des prix et réduire le déficit des balances de paiement résultant de la hausse des prix du pétrole, ne permettent guère d'envisager un raffermissement de la demande extérieure.

Il est peu probable, par contre, que la décélération de l'expansion canadienne dégénère en récession. Des points forts subsistent, qui soutiendront l'activité générale. La dépense des ménages restera ferme, soutenue par la hausse sensible des revenus. Et, surtout, les dépenses d'investissement sont très élevées. La dernière enquête officielle sur les intentions d'investissement, effectuée en mai et juin, fait état d'une augmentation des investissements globaux de 21% en 1974 et de 26% pour ceux du secteur privé. Cette poussée de l'investissement a les plus grandes chances de se poursuivre en 1975, la plupart des industries travaillant presque à pleine capacité.

Il y a peu d'espoir de voir l'inflation diminuer de manière très sensible pendant les mois prochains. Le ralentissement de la demande et le fait que le déséquilibre entre l'offre et la demande des produits de base n'existe plus pour un grand nombre de produits, allègent quelque peu les pressions sur la hausse des prix. Mais la baisse prévue des produits agricoles ne se produit pas à cause de la hausse des coûts de production et des récoltes qui seront moins bonnes, en Amérique du Nord, qu'on ne le prévoyait. La spirale prix/salaires va persister, les salariés réclament l'indexation de leur rémunération sur les prix. Enfin, l'inflation "importée" persistera, les meilleures prévisions (notamment celles de l'OCDE) n'anticipant qu'un léger fléchissement des prix pour la fin de 1974 et le premier semestre de 1975. Dans ces conditions, il est permis de penser que le budget du Canada, qui sera présenté sans doute à la fin d'octobre, se caractérisera par une certaine modération des dépenses publiques, un déficit moins important et, peut-être, par un allègement des charges fiscales pour les personnes à faibles revenus. Mais un budget de caractère nettement déflationniste paraît exclu.

Saveur, fraîcheur, piquant.

Air Liquide Canada rend possible leur conservation.

Nos gaz industriels sont universels. Ils viennent à bout de plus d'une rude besogne, mais ils agissent également en douceur au profit de l'industrie alimentaire. Sans danger, inodores, l'azote et le CO₂ assurent aux fruits et aux légumes leur fraîcheur, leur croquant naturels et leur maturation en route vers le marché. Ils emprisonnent la saveur des produits emballés sous vide et préservent les qualités des boissons et des aliments traités. Notre procédé Zip-freeze surgèle les denrées et fige mieux leur saveur, leur texture et leur aspect.

Nos gaz servent aussi à couper, souder, contrôler, refroidir, foisonner, vieillir, durcir, réfrigérer, malaxer, broyer, propulser et contribuent à sauver des vies. Depuis 61 ans, dans l'industrie, les hôpitaux, les laboratoires, ALC est le premier producteur et fournisseur canadien de gaz industriels et médicaux, de matériels et d'accessoires connexes. Pour connaître ce monde dynamique, communiquez avec M. Alfred G. Dyke, Directeur de la Commercialisation, Air Liquide Canada Ltée, 1210 ouest, rue Sherbrooke, Montréal 110, Qué.



AIR LIQUIDE CANADA

ÉNERGIE ET MATIÈRES PREMIÈRES

Communiqué par La Banque Provinciale du Canada

Certains observateurs déclaraient à l'automne dernier, après la guerre du Proche-Orient, qu'une page importante de l'histoire de l'économie moderne venait d'être tournée. D'autres ajoutaient que les mesures concernant les approvisionnements et les prix du pétrole constituaient une véritable bombe atomique financière.

Vues en rétrospective, ces affirmations peuvent paraître exagérées. Certaines réactions ont été démesurées et il est vrai que les effets de la crise de l'énergie ont été moins graves qu'on ne le craignait à cette époque. Mais si l'on considère l'ampleur des bouleversements et l'acuité des problèmes d'adaptation qu'elle entraîne, ces jugements ne semblent pas excessifs. Car en moins d'un an la physionomie de la scène économique et financière mondiale s'est beaucoup modifiée.

Quelques effets immédiats de la crise du pétrole

Si les effets de la crise du pétrole sur la production et l'emploi ont été moins graves qu'on ne le craignait à l'automne dernier, c'est que d'une part les approvisionnements ont relativement peu diminué au cours des mois qui ont suivi et que, d'autre part, les mesures de rationnement et d'économie mises en vigueur dans la plupart des pays ont été efficaces.

C'est surtout la hausse spectaculaire des prix qui provoque les perturbations les plus sérieuses. Les onze pays producteurs groupés dans l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) ont quadruplé le prix du pétrole brut qui, de septembre 1973 à avril 1974, est passé de \$2.90 à \$11.50 environ le baril: il s'agit du prix affiché qui est bloqué jusqu'au 30 septembre prochain. Par ailleurs, les cours d'un grand nombre de produits de base, comme les métaux et le blé, ont doublé et même davantage depuis trois ou quatre ans. Cette poussée rapide des prix est responsable, dans une large mesure, de l'hyperinflation mondiale actuelle, des distorsions qu'elle entraîne dans les économies et du déséquilibre des paiements internationaux. Or, il y a peu de chance pour que les prix du pétrole baissent de manière très sensible à l'avenir, étant donné l'augmentation rapide des prix des produits manufacturés dont les pays de l'OPEP sont gros importateurs et, d'autre part, la position dominante qu'occupent ces pays sur le marché. Il faut rappeler d'ailleurs que jusqu'à octobre 1973 le pétrole était tarifé au-dessous de son coût marginal, son prix de vente étant maintenu à un niveau inférieur à celui du coût des sources d'énergie de substitution. Le marché s'est détendu dernièrement par suite du ralentissement de la demande et de la reprise de l'offre des producteurs, et le prix du brut a tendance à baisser légèrement depuis quelques mois au-dessous du prix affiché. Mais, à long terme, il est probable qu'il augmentera au moins au même rythme que l'inflation.

Le renchérissement du prix du pétrole et de ses dérivés entraînera cette année un déficit global d'environ \$40 milliards de la balance des paiements courants des 24 pays membres de l'Organisation de Coopération et de

Développement Economiques (OCDE). Tout donne à penser que ce déficit se prolongera au cours des prochaines années. Il varie, naturellement, d'un pays à un autre. Selon une estimation faite par l'OCDE en mai dernier, les pays industrialisés les plus touchés en 1974 seront la Grande-Bretagne (\$10.5 milliards), l'Italie (\$8.5 milliards), le Japon (\$8.5 milliards) et la France (\$6.5 milliards). Ces perturbations, il convient de le souligner, accroissent l'incertitude qui pèse sur les marchés des changes et retardent la réforme du système monétaire international.

Les pays sous-développés qui ne sont pas producteurs de pétrole seront encore plus touchés, car, est-il besoin de le rappeler, il y a "ceux qui ont plus de dîners que d'appétit et ceux qui ont plus d'appétit que de dîners". La Banque mondiale estime que les pays en développement, affectés également par la hausse des prix des céréales et des engrais, auront besoin d'une aide additionnelle de \$2.6 milliards cette année et de \$6.8 milliards l'an prochain. La note à payer pour le pétrole représente, pour ces pays, un montant de \$10 milliards environ en 1974, soit à peu près l'équivalent de l'aide actuelle qu'ils reçoivent des pays développés. Elle l'annule donc.

On assiste à une redistribution des ressources financières en faveur des pays producteurs de pétrole. Les revenus pétroliers des seuls pays arabes du golfe Persique avoisineront cette année \$55 milliards.

Le recyclage de ces énormes liquidités ne se fera pas automatiquement et sans difficultés. Il pourrait avoir un impact sérieux sur l'économie, le commerce et les monnaies d'un bon nombre de pays industriels, selon les voies qu'il empruntera. Etant donné la faible population de la plupart des pays producteurs du Moyen-Orient, une partie seulement de ces excédents peut être dépensée sur place en infrastructures socio-économiques et peut retourner dans les pays développés par le biais des importations de biens d'équipement. A lui seul le commerce ne peut donc pas apporter les corrections souhaitables. D'après une récente estimation de la Commission européenne, les importations des pays de l'OPEP passeraient de \$18 milliards en 1973 à \$83 milliards en 1978 et leurs revenus tirés du pétrole s'élèveraient de \$23 à \$143 milliards. Un solde global de \$300 milliards environ, détenu surtout par les pays de la péninsule arabique, sera donc disponible pendant cette période de 5 ans pour des transferts financiers.

Le recyclage, qui a commencé, se poursuivra par la voie de placements à court terme (dépôts dans les banques occidentales, achat de bons du Trésor, etc.) ou, de préférence, par des investissements à long terme dans les nations industrialisées, ainsi que dans les pays du tiers-monde. De fait, des prêts à moyen terme, des investissements dans l'immobilier et des projets à long terme ont été réalisés récemment ou sont en voie d'élaboration. En outre, plusieurs pays producteurs du Moyen-Orient mettent sur pied de nouvelles structures

Crédit Foncier

Le Crédit Foncier Franco-Canadien, société de prêts hypothécaires fondée en 1880, vous offre des placements sûrs et une bonne rentabilité avec des obligations d'un montant minimum de \$500, émises en tout temps, pour toute échéance entre un et cinq ans. Les intérêts peuvent être payés semi-annuellement, mensuellement ou composés semi-annuellement et payés à l'échéance.

**Les taux courants vous seront fournis sur
demande au siège social du Crédit Foncier Franco-Canadien,
612, rue St-Jacques à Montréal (tél. 845 7111)
ou à sa succursale de Québec,
1135, Chemin St-Louis (tél. 681 0277)**

Frais virés acceptés

Institution inscrite à la Régie de l'assurance-dépôts du Québec

financières, des fonds de développement en particulier, en vue d'investir leurs surplus. Enfin, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international cherchent de leur côté à canaliser et à répartir une partie de ces excédents. Il faudra quelque temps encore pour avoir une idée claire de l'ampleur et du succès de ces initiatives, ne fut-ce qu'à cause de l'absence de coordination des décisions financières des gouvernements des pays producteurs.

En attendant, les pays industrialisés doivent financer leur important déficit extérieur au moyen de leurs réserves monétaires et par des emprunts internationaux. Ces nombreux emprunts ne sont pas sans exercer des tensions sur le marché des euro-devises. Les banques commerciales, dont les liquidités sont actuellement serrées, ne peuvent plus dépasser, à un moment donné, un certain volume de risques, d'autant qu'elles sont amenées à prêter à long terme en utilisant des "pétrodollars" placés à court terme. Il convient de noter que dans l'immédiat du moins, l'accord sur l'or conclu le 12 juin à Washington devrait permettre d'aider les pays qui se trouvent dans une situation difficile. Il autorise en effet les banques centrales à utiliser leurs réserves d'or pour gager des emprunts internationaux, à des prix proches de ceux du marché libre.

Dans une telle conjoncture, le danger d'un retour au protectionnisme ne doit pas être exclu. Plusieurs pays, l'Italie et le Danemark notamment, ont déjà pris des mesures restrictives dans le cadre d'une politique de déflation, dans le but de redresser leur balance des paiements, mesures qui impliquent une réduction de leurs importations. Or tout gain réalisé par un pays se traduit nécessairement par une perte pour ses partenaires. Cette tendance à la politique du chacun pour soi n'est pas sans créer des tensions entre les pays occidentaux. Les rapports canado-américains eux-mêmes s'en sont ressentis, l'orientation de la politique énergétique canadienne vers l'indépendance étant contraire au "continentalisme" préconisé par les milieux officiels américains.

Dépendance des pays industriels pour le pétrole

Les règles du jeu pétrolier, déjà en pleine évolution depuis 1970, ont donc été radicalement modifiées par la guerre du Kippour, et les pays industrialisés sont contraints de s'y ajuster, comme nous venons de le voir. Au demeurant, si le facteur politique a pris tant d'importance, c'est parce qu'il s'appuie sur des données économiques objectives et fondamentales, celles de l'offre et de la demande de pétrole dans le monde. Ces données sont nettement à l'avantage des pays en développement, qui jouissent d'une position dominante. En 1973 ces pays ont produit 62% de la production mondiale de pétrole brut et au premier janvier 1974 leurs réserves représentaient 73%, soit presque les trois-quarts des réserves mondiales.

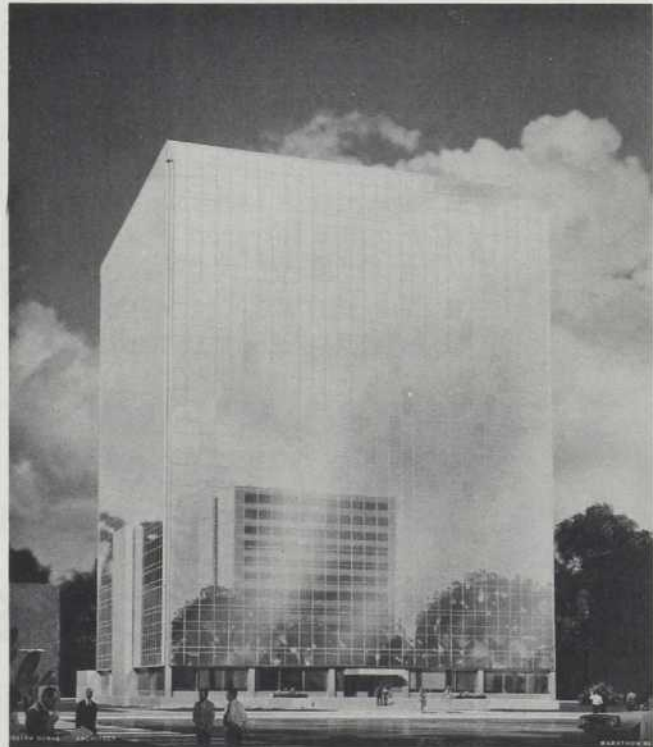
L'OCDE qui, avec ses 24 pays membres, peut s'identifier au monde industriel, représente 70% environ de la consommation mondiale de produits pétroliers. La dépendance de ces pays à l'égard des importations de pétrole brut, qui proviennent presque totalement du tiers-monde, n'a cessé de croître depuis une décennie. Le degré de dépendance dans le cas de l'Europe occidentale, pour laquelle le pétrole représente les deux-tiers des approvisionnements énergétiques, est passé de 92.2% en

1960 à 96.7% en 1970. Il est passé de 22.0% à 25.0% pendant le même temps pour les Etats-Unis et le Canada réunis et de 98.3% à 99.6% pour le Japon.

La crise actuelle met en relief l'importance, pour les pays industrialisés, d'assurer la sécurité de leurs approvisionnements. Les politiques énergétiques sont l'objet d'ajustements sans précédent et les révisions sont appelées à être d'autant plus profondes que les pays producteurs du tiers-monde deviennent de plus en plus exigeants.

Leurs gouvernements ont accru leur participation et leur contrôle sur l'exploitation de leurs ressources naturelles pour réaliser des objectifs à la fois politiques (décolonisation et indépendance) et économiques (accroître leurs revenus, s'industrialiser, assurer leur développement). Leurs relations avec les sociétés pétrolières internationales ont donc pris des formes nouvelles. Ces changements se sont réalisés de différentes manières: nationalisations complètes ou partielles, prises de participation majoritaire dans le capital des sociétés pétrolières concessionnaires, majoration des prix, contingentement de la production et des exportations, etc. On assiste présentement à une accélération du processus de nationalisation des sociétés exploitantes et, par ailleurs, les pays producteurs alourdissent leurs charges fiscales pour augmenter leurs revenus.

Mais c'est surtout de l'OPEP que les pays producteurs tirent leur force présentement. Créée en 1960 pour "coordonner et unifier les politiques pétrolières des pays membres et déterminer les meilleurs moyens de préserver leurs intérêts, tant individuellement que collectivement", cette organisation regroupe de nos jours les onze pays suivants: Arabie séoudite, Iran, Irak, Koweït, Abu Dhabi, Qatar, Lybie, Algérie, Venezuela, Indonésie et Nigeria. A eux seuls ces pays produisent actuellement 55% de la production de pétrole brut du monde, ils possèdent 63% des réserves mondiales et leur



Edifice CP Télécommunication à Montréal.

Pour tout le monde, de par le monde... Qu'est-ce-qu'on peut faire pour vous?

Nous dépassons 1 200 bureaux répartis au Canada, aux États-Unis, au Royaume-Uni, en Europe continentale, au Mexique, aux Îles Cayman, en Argentine, au Brésil, en Australie, aux Bahamas, en Inde, au Liban, en Indonésie, à Singapour, au Japon et à Hong Kong. Filiales en propriété exclusive: Bank of Montreal Trust Company, New York; Bank of Montreal (California), San Francisco; Bank of Montreal (Bahamas & Caribbean) Limited, Nassau; Bank of Montreal Jamaica Ltd., Kingston; Bank of Montreal Trust Corporation Cayman Limited, Grand Cayman; Hochelaga Holdings B.V., Amsterdam. Compagnies affiliées: Australian International Finance Corporation Ltd., Melbourne, Australie; Montfield Trust Company Limited, Hamilton, Bermudes; Joh. Berenberg, Gossler & Co., Hambourg, Allemagne; Banque Transatlantique, Paris, France. Correspondants bancaires dans le monde entier. L'actif dépasse \$15 milliards.



La Première Banque Canadienne

Banque de Montréal

Siège social: Montréal, Canada

part des exportations s'établit à 87%. L'OPEP n'est sans doute pas devenue cette sixième et nouvelle puissance mondiale que certains se plaisent à lui reconnaître, car, en réalité, elle est divisée sur plusieurs points et la solidarité de ses membres n'est souvent qu'une solidarité de façade. Mais quel que soit son avenir, sa force de frappe s'est avérée singulièrement efficace au cours des dernières années. En utilisant l'arme du pétrole après le conflit du Proche-Orient d'octobre 1973, elle s'est révélée comme un véritable cartel en mesure d'imposer ses prix et de contrôler les approvisionnements.

Ces considérations politiques rendent les prévisions à moyen et long terme sur l'offre et la demande extrêmement difficiles. Elles sont d'autant plus fragiles que la demande sera influencée par les politiques des grands pays importateurs qui vont chercher à exploiter davantage toutes leurs sources d'énergie et à s'assurer ainsi un degré d'autosuffisance énergétique le plus élevé possible. Par ailleurs, la demande de produits pétroliers sera probablement ralentie par la hausse des prix, ainsi que par les préoccupations grandissantes relatives à la pollution et l'environnement. Enfin, la situation, à l'avenir, sera également la résultante de transformations technologiques et autres, dont certaines sont imprévisibles aujourd'hui. Dans une étude publiée l'année dernière, les experts de l'OCDE estiment que "dans un avenir prévisible la plus grande partie de l'accroissement des approvisionnements en énergie sera encore couverte par le pétrole et le gaz naturel" et ils concluent que la dépendance des pays industrialisés "ira en croissant à l'égard des importations". Ils estiment que cette dépendance passera de 60,5% en 1970 à 67,3% en 1980 pour l'ensemble des pays membres.

Les matières premières non-énergétiques

Les bouleversements récents du marché mondial du pétrole vont-ils s'étendre à d'autres matières premières? En d'autres termes, l'OPEP va-t-elle faire école?

La plupart des pays industrialisés dépendent de l'extérieur pour leurs approvisionnements en matières premières et ils craignent fort que l'exemple de l'OPEP soit contagieux. Quant aux pays en développement, qui produisent une partie importante des matières premières

industrielles et qui, d'autre part, sont déçus à la fois par les politiques d'aide des pays riches et par la dégradation des termes de l'échange, le succès de l'OPEP est bien tentant.

Plusieurs décisions prises récemment par les autorités de pays du tiers-monde semblent indiquer, à première vue du moins, que les craintes des gouvernants et des industriels des pays occidentaux sont justifiées. On assiste en effet depuis le début de cette année à une série de regroupements qui ne laissent pas d'inquiéter. En mars dernier, sept des principaux producteurs de bauxite (Jamaïque, Guyane, Surinam, Sierra Leone, Guinée, Yougoslavie, Australie), qui représentent 62% de l'extraction mondiale, ont formé un organisme de concertation, l'International Bauxite Association. Et mettant fin à ses négociations avec les compagnies exploitantes, la Jamaïque, premier producteur mondial, a décidé en mai d'accroître considérablement les charges fiscales qui frappent le minerai extrait par des sociétés américaines et canadiennes. De leur côté, les représentants de six importants pays producteurs de mercure (Algérie, Turquie, Mexique, Espagne, Yougoslavie et Italie) se sont réunis à Alger, en mai dernier, et ont majoré le prix de ce métal. Les prix d'autres matières premières ont été accrus considérablement par des gouvernements de pays sous-développés qui en sont d'importants producteurs: le phosphate par le Maroc et le Togo (de \$14 à la tonne à \$42 en novembre 1973 et \$63 en juillet 1974), le caoutchouc, l'étain et l'huile de palme par la Malaisie. Les grands producteurs de bananes d'Amérique latine, regroupés dans l'UPEB (Union de Países Exportadores de Banana) cherchent à coordonner leur production et leur exportation et à augmenter les prix. En outre, quatre des grands producteurs de cuivre (Chili, Pérou, Zaïre, Zambie), qui totalisent environ 30% de la production mondiale, regroupés au sein du CIPEC (Conseil intergouvernemental des pays exportateurs de cuivre) se sont concertés en juin dernier, lors d'une conférence de trois jours tenue à Lusaka, en Zambie, en vue d'obtenir un meilleur prix pour leur cuivre. De leur côté, quatre des plus gros producteurs de café, qui représentent environ la moitié de la production mondiale (Brésil, Colombie, Côte d'Ivoire et Angola) se sont rencontrés à

Compagnie spécialisée dans la
protection des métaux depuis plus de 12 ans

ANTI-ROUILLE DE QUALITÉ AUTOS ET CAMIONS

Maison entièrement Québécoise

1095, rue St-André -

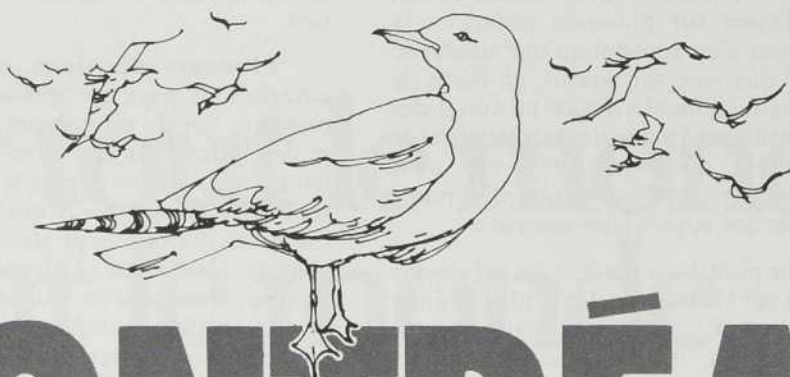
Tél: 844-3475

6800, rue St-Jacques ouest -

Tél: 481-7701



ANDRÉ HÉON - Spécialiste en corrosion



MONTRÉAL

Le plus important centre d'import/export au Canada.

Le "port de mer" de Montréal offre aux expéditeurs des avantages géographiques uniques. Les navires voguent en haute mer sur une distance de mille milles jusqu'à Montréal, la porte des riches marchés du centre et de l'ouest canadien et du Mid-West américain. Le St-Laurent est navigable sans écluse — donc pas de perte de temps — entre Montréal et la haute mer.

- Le port de Montréal est ouvert à longueur d'année. L'organisation de surveillance des glaces et le service de brise-glaces assurent aux expéditeurs une navigation continue 12 mois par année.
- Le port de Montréal peut accommoder

toutes les catégories de cargaisons. L'équipement comprend un poste pour navires Ro-Ro, des grues géantes, des entrepôts frigorifiques, des entrepôts en douane et les installations pour conteneurs les plus élaborées au Canada.

- Le port de Montréal a amélioré considérablement son service de sécurité au cours des dernières années. Voilà pourquoi, avec les autres raisons qui donnent confiance à l'expéditeur, c'est une bonne idée d'expédier via Montréal.



Port de Montréal
la voie d'accès facile.

Cité du Havre, Montréal, Québec, Canada H3C 3R5
Le Conseil des Ports Nationaux.



PORTS CANADA

Paris au début de juillet, dans le même but. Enfin, les nationalisations ou les prises de participation majoritaire dans le capital des sociétés occidentales exploitant des mines dans les pays du tiers-monde se sont multipliées récemment.

Les objectifs recherchés par tous ces Etats sont les mêmes que ceux des pays de l'OPEP, soit assurer le contrôle de leurs ressources naturelles et augmenter leurs prix. Leur balance commerciale est affectée en effet par la hausse des prix du pétrole et il leur faut, dans l'immédiat, éviter que leur déséquilibre extérieur habituel n'atteigne un niveau critique.

Il n'est pas certain, toutefois, que les pays producteurs de matières premières non-énergétiques du tiers-monde parviennent, comme ceux de l'OPEP, à contrôler le marché. Tout d'abord, les pays industriels dépendent beaucoup moins du tiers-monde pour les matières premières que pour le pétrole, du fait qu'ils sont eux-mêmes producteurs.

Contrairement au pétrole, peu de matières premières sont concentrées dans les mains de pays étroitement liés sur les plans géographique, politique, culturel et religieux. A cet égard l'OPEP a bénéficié d'une situation exceptionnelle: une matière première rare et indispensable, et une extraction contrôlée par un petit nombre de pays assez homogènes. La situation est tout à fait différente pour les autres matières premières. Elles sont moins rares et, géographiquement, elles sont réparties un peu partout dans le monde: une quarantaine de pays en développement détiennent approximativement 40-45% des réserves mondiales, alors que les pays industriels du monde libre en possèdent 35% et les pays socialistes 25-30%. La production de cuivre, par exemple, est entre les mains des pays développés dans une proportion de 55% (Etats-Unis, U.R.S.S., Canada, Australie, Afrique du Sud) et celle des phosphates dans une proportion de 52% (Etats-Unis, U.R.S.S.).

Devant cette absence d'homogénéité, il est difficile de parler de communauté d'intérêt, surtout lorsque des pays développés participent à ces associations. La formation de véritables cartels, solides et efficaces, se heurte donc à des obstacles sérieux. D'autant que le pouvoir de négociation des pays producteurs du tiers-monde est faible: ils dépendent lourdement des pays riches pour leurs approvisionnements en biens d'équipement, en engrais et en produits alimentaires comme le blé, pour leurs exportations de produits agricoles tropicaux et même, dans certains cas, de produits manufacturés. Et leur faiblesse en ressources financières et techniques est notoire. Enfin, leur pouvoir de négociation est affaibli par les possibilités de substitution d'une matière première à une autre, phénomène qui ne peut pas jouer dans le cas du pétrole, à court terme du moins. Malgré cet avantage, des divergences se manifestent d'ailleurs au sein de l'OPEP et la multiplication des nationalisations peut, sinon faire éclater cette organisation, du moins la transformer en une association plus lâche.

En ce qui concerne les prix, il est difficile de faire des prévisions pour le marché des matières premières, qui est écartelé, présentement, entre certaines pénuries et le ralentissement de la croissance économique dans le monde. Des incertitudes pèsent sur les variables de l'of-

fre et de la demande, donc sur la formation des prix: bonnes ou mauvaises récoltes, inquiétudes monétaires, grèves, stockages spéculatifs, etc. Les données de l'offre et de la demande varient d'ailleurs d'un produit à un autre. Il semble toutefois que le fléchissement récent des prix d'un bon nombre de produits de base se poursuivra cette année et en 1975. Cette baisse est normale et saine, car elle succède à une flambée générale des cours sans précédent. A plus long terme, une étude faite par deux économistes de la Banque mondiale, MM. Varon et Takeuchi, et publiée dans "Foreign Affairs" d'avril dernier, conclut que les prix pourraient remonter par la suite, mais très modérément. Selon les prévisions les plus récentes de la Banque mondiale, les prix des produits de base (à l'exclusion du pétrole) retrouveraient, d'ici à 1980, leurs niveaux de 1967-69, en dollars constants, à l'exception de la bauxite, du minerai de fer, du bois et du bœuf.

Quelles que soient les possibilités de créer des cartels, il est évident que consommateurs et producteurs auraient intérêt à s'entendre. Car les événements récents ont montré que l'équilibre de l'offre et de la demande est extrêmement fragile. Il est basé, en réalité, sur un certain rapport des forces politiques dans le monde, qui peut être ébranlé de manière soudaine et imprévisible.

La crise de l'automne dernier a mis en relief les besoins complémentaires des pays riches et des pays pauvres. Cette complémentarité devrait inciter à la coopération et non à la confrontation. L'avenir n'est certainement pas dans la multiplication des cartels de pays producteurs auxquels feraient face des cartels de pays consommateurs. Il reste donc à trouver des formules d'association réalistes et efficaces entre les intérêts interdépendants des uns et des autres.

La création d'accords internationaux, dans le but d'assurer à la fois un juste prix aux pays producteurs et la sécurité des approvisionnements aux pays consommateurs, répond sinon totalement, du moins en partie à cet objectif. Des accords en vigueur depuis longtemps imposent une certaine discipline et donnent des résultats assez satisfaisants: le Conseil international de l'étain, qui regroupe les sept principaux pays producteurs et vingt-deux pays consommateurs, est de ceux-là. Mais, par contre, d'autres n'ont qu'un succès mitigé (blé) ou sont même inopérants (café). Ces accords font face à de sérieuses difficultés, car ils ont été conçus surtout dans le but de contrôler les prix et l'expérience prouve que sur le marché mondial c'est une tâche extrêmement difficile. Si on les fixe à un niveau trop élevé, on entraîne une surproduction qui cause à son tour leur effondrement. A l'inverse, les pénuries naturelles ou artificielles provoquent des hausses et le chaos. A ces difficultés s'ajoute le fait majeur que le premier pays consommateur mondial, les Etats-Unis, n'est pas favorable à une organisation rigide du commerce mondial. Toutefois, la crise du pétrole a suscité une intervention plus grande des pouvoirs publics sur les marchés nationaux, au Canada notamment, et cette tendance semble devoir s'étendre aux marchés internationaux. Les transactions pétrolières internationales ne se feront probablement pas d'Etat à Etat, comme d'aucuns le préconisent, mais tout indique que les pouvoirs publics interviendront davantage dans les opérations des sociétés. Aux Etats-Unis mêmes, bastion du libéralisme économique, le Sénat a été saisi récemment d'un projet de loi qui donnerait au gouvernement un droit de veto

MAHEU, NOËL, ANDERSON, VALIQUETTE & ASSOCIÉS

Comptables agréés

507, Place d'Armes, Montréal 126

Tél. : 842-6651 842-9709

J. Emile Maheu, C.A.

Bernard Robert, C.A.

A. R. Faggiolo, C.A.

Gilles Yergeau, C.A.

Claude Henry, C.A.

Jean Valiquette, C.A.

Roméo Carle, C.A.

Guy Amideneau, C.A.

André Côté, C.A.

Roméo Grenier, C.A.

J. Charles Anderson, C.A.

Adonias Dagenais, C.A.

Guy Landry, C.A.

Marcel Lamontagne, C.A.

Gilles Murray, C.A.

Rodolphe Maheu, C.A.

Marcel Hurtubise, C.A.

Lucien Jarry, C.A.

Michel Riccio, C.A.

SOCIÉTÉ NATIONALE AFFILIÉE: Collins, Love, Eddis, Valiquette & Barrow, Comptables agréés
Vancouver, Calgary, Winnipeg, Toronto, Montréal, Halifax et autres villes au Canada
Représentants en Grande-Bretagne et aux États-Unis d'Amérique



Le Groupe Parizeau, Poitras

Courtiers d'assurances agréés

Gérard Parizeau, Ltée

410, rue Saint-Nicolas, Montréal

Tél. 842-3451

J. E. Poitras Inc.

2, Place Québec, Québec

Tél. 647-1111

**Expertise et administration de
portefeuilles d'assurances.**

sur les accords conclus par les sociétés pétrolières avec les pays producteurs. C'est dire que les structures de l'industrie pétrolière pourraient bien être modifiées à l'avenir.

C'est sans doute dans la mesure où ils dépasseront le domaine des prix et parviendront à assurer un meilleur équilibre de l'échange des matières premières des pays pauvres contre le capital et la technologie des pays riches, que les accords internationaux deviendront efficaces et qu'ils constitueront un pas important dans l'établissement d'un nouvel ordre économique mondial sur le marché des matières premières.

Le Canada dans une situation exceptionnellement favorable

Véritable "pays-continent" abondamment doté en ressources minérales, le Canada est dans une situation exceptionnellement favorable. C'est en effet le seul pays industriel du groupe de l'OCDE qui soit exportateur net de pétrole et, d'une façon plus générale, d'énergie.

Depuis 1970 le Canada exporte un peu plus de pétrole qu'il en importe. Les prix à l'exportation ayant été portés au niveau des prix mondiaux (par l'imposition d'une taxe à l'exportation qui est de \$5.20 le baril actuellement), sa balance pétrolière n'a pas souffert de la hausse des prix par l'OPEP. La note à payer pour les importations de brut dans l'est du pays — qui représentent environ la moitié de la consommation canadienne en 1973 — est compensée, et même au delà, par les recettes tirées des exportations dans l'ouest, vers les Etats-Unis.

La crise du pétrole a conduit le gouvernement canadien à adopter une nouvelle politique dont l'objectif est la recherche de l'autonomie énergétique. Pour y parvenir, il convient d'une part de modérer la consommation et d'éviter le gaspillage et, d'autre part, d'intensifier l'exploration, d'accroître les réserves, d'accélérer l'exploitation et de n'exporter que les excédents. Un certain nombre de mesures ont déjà été prises dans ce sens: depuis 1970 les exportations de gaz naturel ont été maintenues à leur niveau d'alors et, de leur côté, les exportations de pétrole et de produits pétroliers sont astreintes à des contrôles. La construction d'un oléoduc de Sarnia à Montréal, qui permettra de transporter le brut de l'ouest jusqu'aux marchés de l'est, devrait débiter prochainement.

Mais des incertitudes subsistent. Aucune découverte importante n'a été faite ces dernières années et les réserves conventionnelles du moment représentent à peine 18 ans de production à son niveau actuel. L'effort de prospection des régions excentriques, comme l'Arctique et le plateau continental de l'Atlantique, devra donc être intensifié. L'exploitation des sables bitumineux de l'Athabasca paraît rentable au prix actuel du pétrole, mais il faudra sans doute une dizaine d'années pour qu'elle représente une partie appréciable de l'approvisionnement.

Il convient de noter qu'en dépit des incertitudes qui entourent les perspectives de l'offre et de la demande à long terme, le rapport sur la "politique canadienne de l'énergie" publié en 1973 par le gouvernement fédéral, est optimiste. En conclusion d'une extrapolation à très long terme, il affirme en ce qui concerne la demande de pétrole que "le Canada pourrait la satisfaire jusqu'après l'an 2000 grâce à sa production de pétrole de type

classique ou provenant de sables bitumineux exploités à ciel ouvert". Et il ajoute, en ce qui concerne les autres sources d'énergie qu' "étant donné le chiffre actuel des réserves canadiennes d'hydrocarbures, il existe des ressources énergétiques plus que suffisantes pour les besoins intérieurs, et aussi, au moins jusque l'an 2050, pour l'exportation d'excédents considérables".

Mais cet objectif comporte un coût très élevé. L'exploitation et le transport du pétrole de l'Arctique, des fonds marins et de l'Athabasca, seront très onéreux. L'ère de l'énergie bon marché est donc bien révolue. Il faudra réaliser en effet des investissements considérables qui, conjugués avec ceux des autres sources d'énergie, sont évalués dans le rapport en question entre \$42 et \$68 milliards, pour la période allant de 1973 à 1980. Le financement, au moyen de l'épargne intérieure et étrangère, ne devrait pas soulever de problèmes insurmontables malgré l'appréciation sensible du dollar canadien qui pourrait en résulter. Les difficultés auxquelles se heurtera le développement des ressources énergétiques seront plutôt de nature technique et politique. Les autorités fédérales et provinciales devront concilier les intérêts divergents des provinces productrices et consommatrices. Comment, par exemple, répartir équitablement les revenus et le fardeau résultant de la hausse des prix, entre producteurs et consommateurs, entre les provinces de l'ouest et celles de l'est, le gouvernement fédéral et les sociétés pétrolières? Et à quel niveau devra-t-on limiter nos exportations de brut aux Etats-Unis? A moins de faire d'importantes découvertes sur le plateau atlantique, le Québec et les Maritimes continueront de dépendre en partie des importations en provenance des pays de l'OPEP, malgré l'apport de l'oléoduc Sarnia-Montréal.

L'évaluation des autres ressources énergétiques, le gaz naturel, le charbon, l'uranium et l'hydro-électricité, montre que non seulement le Canada se suffit à lui-même en énergie, mais qu'il en est exportateur net. Les réserves de charbon et d'uranium, qui sont très considérables, pourraient assurer des dizaines d'années d'approvisionnement, compte tenu des exportations.

Les matières premières non-énergétiques

Le Canada est le troisième producteur mondial de minéraux, après les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Sa part de la production mondiale est de 40% pour le nickel, 36% pour l'amiante, 24% pour le molybdène, 23% pour le zinc, 18% pour la potasse, 16% pour l'argent, 11% pour le plomb, 10% pour le cuivre et 6% pour le fer. Etant donné sa faible population, (0.6% de la population mondiale pour 7.3% de la superficie de tous les pays) il ne consomme qu'une petite partie de sa production et il exporte d'importants excédents: 85% de sa production minière, en valeur, est exportée.

A l'exception de la bauxite, du manganèse, du phosphate et de l'étain, dont le Canada importe la totalité ou presque de ses besoins, tous les autres minéraux laissent un excédent considérable. De fait, notre pays est le premier exportateur mondial de métaux. Il ne dépend des pays du tiers-monde, que pour la bauxite, le manganèse et l'étain. Il est également gros exportateur net de bois, grâce à ses réserves forestières énormes, qui couvrent 1.7 million de mille carrés ou la moitié environ du pays.

En ce qui concerne les autres produits de base, sa dépendance à l'égard des pays sous-développés est très forte pour les produits agricoles tropicaux (café, cacao, sucre, fruits, etc.) et pour le caoutchouc naturel; elle est également sensible pour la laine, le coton et le jute. Ces produits laissent un déficit à notre balance commerciale. Par contre, le Canada est exportateur net de céréales pour des montants considérables (\$838 millions en 1970 et \$1.5 milliard en 1973) : c'est le deuxième exportateur mondial de blé, après les Etats-Unis.

Etant donné l'accroissement rapide de la demande de matières premières et l'épuisement de certaines réserves, (déjà soulignés aux Etats-Unis par la Commis-

sion Paley en 1952 et confirmés par deux rapports du Secrétaire à l'Intérieur en 1972 et 1973), le Canada demeurera l'un des grands fournisseurs mondiaux de ces produits. Ces ressources constituent un excellent potentiel pour soutenir son expansion économique, qui s'est d'ailleurs réalisée largement, dans le passé, par la mise en valeur de ses richesses naturelles. Mais dans un monde menacé de pénuries, et face à la concurrence internationale, il conviendrait d'adopter une stratégie précise et cohérente à l'égard du développement et du contrôle de nos ressources énergétiques et minérales. Car des questions primordiales comme la transformation accrue, sur place, de nos matières premières, la création d'emplois, la fiscalité concernant l'industrie minière et pétrolière, le contrôle des investissements étrangers et la libéralisation des échanges mettent en cause la structure même de l'économie. L'orientation des politiques structurelles du gouvernement fédéral et des provinces, ainsi que leur coordination, deviennent donc plus impératives que jamais.

RIEL, VERMETTE, RYAN, DUNTON & CIACCIA

Avocats et Procureurs

Tour de la Bourse

800, Square Victoria - Suite 2104

Montréal, Qué. H4Z 1H1

Le Sénateur Maurice Riel, C.R.	Clermont Vermette, C.R.
Gérald J. Ryan, C.R.	Jaime W. Dunton
John Ciaccia, M.A.N.	Jean-Louis Tétrault
Michel Green	Alain Grégoire
Jean-Pierre Saintonge	André Murray

Adresse télégraphique: RIVERDIN

Télex No: 01-26407

**De concert avec vous,
les quelque 6000 employés
de la BCN travaillent
à l'épanouissement
de la collectivité.**

 **Banque Canadienne Nationale**

La banque qui vous aide à mieux vous servir d'une banque.

LA BOURSE

Communiqué par Greenshields Inc.

La baisse considérable des bourses nord-américaines, interrompue seulement par quelques reprises sporadiques, démontre la sensibilité du marché à la situation et aux perspectives économiques et financières dans le monde, en particulier à l'inflation et aux politiques anti-inflationnistes. Cette baisse, à partir des maxima de l'année enregistrés il y a six mois, est d'environ 30% et les principaux indices boursiers se situent actuellement à leur bas niveau de mai 1970. Le fléchissement s'est d'ailleurs accéléré récemment.

Le climat d'incertitude qui prévaut en Europe par suite des pressions constantes sur les liquidités et résultant à la fois du déséquilibre des balances de paiements et de l'inflation, constitue l'une des causes de la mauvaise tenue du marché. La question de savoir si la correction économique actuelle, aggravée par les effets de la crise de l'énergie, se transformera en récession, est l'objet de vives controverses. Non seulement cette éventualité a créé beaucoup d'incertitudes sur les marchés financiers de chaque côté de l'Atlantique, mais la diminution de la demande globale qui en a résulté s'est traduite par un fléchissement des exportations, tant au Canada qu'aux Etats-Unis. Il est permis d'espérer toutefois que les efforts de coopération entre les pays industrialisés, en vue de résoudre les difficultés actuelles, se traduiront par une reprise de l'économie et éviteront une crise sérieuse.

Aux Etats-Unis, le débat sur les politiques économiques retient l'attention, la nouvelle administration cherchant à pallier l'inflation tout en évitant une récession économique. Le ralentissement de l'activité générale s'est déjà traduit par une augmentation du chômage, dont le taux est passé de 4.6% en octobre dernier à 5.4% au mois d'août et qui pourrait même dépasser 6% à la fin de cette année. L'augmentation des prix est toujours aussi forte. Les prix des produits agricoles se sont raffermis à nouveau, la sécheresse ayant entraîné une révision à la baisse de la prévision des récoltes et le prix du pétrole n'ayant pas diminué comme on l'espérait précédemment. Tout indique, en ce qui concerne la politique fiscale, que le gouvernement va modérer ses dépenses et que, peut-être, les personnes à bas revenus bénéficieront d'une certaine réduction d'impôts. Quant à la politique monétaire, en dépit des suggestions en faveur d'un desserrement du crédit, il est probable que la politique de restriction sera maintenue. De toute façon il est peu probable que la politique sera modifiée d'une manière sensible, tant que la poussée inflationniste ne se modérera pas.

Au Canada, la publication des comptes nationaux du deuxième trimestre confirme que notre économie est dans une période d'ajustement. En effet le produit national brut, en termes réels, n'a pas augmenté au deuxième trimestre alors qu'il s'était élevé de 6% (moyenne annuelle) au premier. En d'autres termes, l'inflation explique entièrement la croissance de 14.4% du PNB au deuxième trimestre. Ce ralentissement avait été bien prévu, mais il faut mentionner que les arrêts de travail et la faiblesse des marchés d'exportation ont eu

des effets plus sensibles qu'on ne l'avait prévu. L'excédent de la balance commerciale du Canada, qui se situait à un taux annuel de \$2.4 milliards pour les trois premiers mois, tombe au taux annuel de \$1.6 milliard pendant les trois mois suivants.

Il convient de souligner que la dernière enquête de mai et juin sur les intentions d'investissement, révèle que ces dernières ont été révisées à la hausse pour cette année. Les investissements publics et privés devraient progresser de 21% en 1974. Les investissements du secteur privé seul (à l'exclusion du logement) enregistreront sans doute une augmentation d'environ 26%, cette hausse étant causée en partie dans le secteur manufacturier par les concessions fiscales. L'économie devrait donc être soutenue, au cours des prochains mois, par la vigueur des industries secondaires, alors que les autres secteurs participeront peu à la croissance générale.

Sans sous-estimer les faiblesses actuelles de l'économie mondiale, nous pensons qu'une crise générale pourra être évitée. Les investisseurs doivent donc suivre de près le marché et, quand l'occasion se présente, se porter acquéreurs de titres de première qualité dont les cours sont actuellement déprimés et dont les rapports prix/bénéfices sont à des niveaux extrêmement bas.

Greenshields Incorporée



4 Place Ville-Marie, Montréal

Tous Services Financiers

- Ordres en Bourse
- Opérations sur le Marché Monétaire
- Souscription et Distribution de Titres
- Gestion de Portefeuille
- Recherche Economique et Financière

	Montréal	Toronto
Ottawa	Québec	Winnipeg
Vancouver	Calgary	Hamilton
	Edmonton	
New York	Londres	
	Zurich	

VICHY CÉLESTINS



Vichy, magicienne aux multiples fontaines,
Quand j'avais cinquante ans me rendit la trentaine. "

POUR VOS VACANCES



OU VOS
VOYAGES D'AFFAIRES



voyez la S.N.C.F. avant votre départ

VITESSE • EXACTITUDE • CONFORT

**LES CHEMINS DE FER FRANÇAIS
SONT À VOTRE SERVICE**

Pour tous renseignements: sur billets à prix réduits, Eurailpass,
etc., consultez votre agence de voyage ou les bureaux de la
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

Chambre 436, 1500, rue Stanley, Montréal, Tél.: 288-8255

NOUVELLES DE FRANCE ET DU CANADA

Le Gouvernement fédéral accroît le budget du tourisme

Les dépenses fédérales pour la promotion du tourisme au Canada atteindront \$23 millions au cours de l'année fiscale 1974/1975 contre \$21,5 millions en 1973/1974. D'après l'Office du Tourisme canadien cet effort de promotion pourrait se traduire par une hausse de 10% des revenus touristiques estimés à \$5 milliards l'année dernière dont \$3,26 milliards de source canadienne, \$1,45 millions en provenance de touristes américains et \$285 millions en provenance d'autres touristes. La campagne touristique du Gouvernement fédéral est réalisée surtout aux Etats-Unis, puis au Japon, Australie, Mexique, Grande-Bretagne, France et Allemagne de l'Ouest.

La construction au Canada en 1974

En 1974, la valeur de la construction réalisée au Canada est estimée à \$23,15 milliards, en hausse de 15% par rapport à l'année précédente. La répartition de ce montant, par province est la suivante:

	(en millions de \$)	Evolution 1974/1973
Ontario	8 280	- 14,4%
Québec	5 060	- 16,2%
Colombie Britannique	3 440	- 15,6%
Alberta	2 655	- 16,8%
Manitoba	978	- 9,2%
Saskatchewan	779	- 10,4%
Nouvelle-Ecosse	709	- 13,7%
Nouveau-Brunswick	620	- 25,6%
Terre-Neuve	514	- 9,2%
Ile du Prince Edouard	119	- 93 %

Production minière de la Colombie Britannique en 1973

En 1973, la valeur de la production minière de la Colombie Britannique a augmenté de 75% pour atteindre \$1,1 milliard dont \$808 millions pour les métaux et \$204 millions pour les combustibles. Plus de la moitié de la progression de la valeur de la production de métaux provient du cuivre dont la production totale a atteint \$594,8 millions, en augmentation de 184% par rapport à 1972. En tonnage, elle s'est élevée en 1973 à 350 000 tonnes contre 230 000 en 1972.

La valeur de la production de charbon s'est accrue de 33% avec \$87,9 millions, celle de pétrole brut a également augmenté en valeur avec \$68,3 millions bien qu'en volume elle ait baissé de 24,4 millions de barils en 1972 à 21,7 millions de barils en 1973.

Niveau record des revenus pétroliers de l'Alberta

La province de l'Alberta encaisse chaque jour des revenus pétroliers de \$3 millions et, depuis le début de l'année, les recettes à ce titre ont atteint le niveau record de \$417,5 millions. Pour l'année entière 1973 elles s'étaient élevées à \$443,9 millions.

Les redevances pétrolières pourraient ainsi représenter \$1 milliard en 1974 et \$2 milliards en 1975. Le Gouvernement provincial commercialise, par l'intermédiaire d'une agence gouvernementale, environ 40% de la production de 1,5 million de barils par jour de pétrole albertain, vendue actuellement à \$6,75 le baril.

Au cours du premier semestre les redevances payées par les sociétés pétrolières se sont élevées à \$285,1 millions pour la production de pétrole brut, à \$26,1 millions pour la production de gaz naturel et à \$30,7 millions pour la production de sous-produits.

Le Canada pourrait acheter des turbo-trains français

La décision prise par l'Amtrak d'acheter six turbo-trains français a eu un grand retentissement au Canada. En effet, le Canadian National exploite actuellement trois des turbo-trains dont la société United Aircraft a annoncé l'arrêt de la fabrication à la suite de la décision de l'Amtrak. Ces trois turbo-trains font l'objet d'un contrat de leasing avec option d'achat dans trois ans. Leur exploitation en est actuellement satisfaisante bien que leur sécurité ait été mise en question à la suite d'un incendie survenu en Juillet 1973.

Si l'United Aircraft ne reprend pas son programme de production il est possible que le Canadian National ne lève pas son option d'achat et que son choix se tourne également vers la technologie française.

Développement des filiales de "l'Air Liquide" aux Etats-Unis

Liquid Air Corporation of North America qui regroupe les filiales de L'Air liquide en Amérique du Nord, vient d'annoncer le doublement de la capacité de production de gaz industriels de son installation de Phoenix (Arizona). Elle pourra ainsi répondre aux besoins du marché de l'Arizona et de la région Sud des Etats-Unis.

A cette occasion, il a été rappelé que, depuis deux ans, Liquid Air Corporation of North America a installé le premier "Oxytonne" — unité de production d'oxygène en grande masse — à Anchorage (Alaska), créé au printemps dernier une unité de production d'acétylène à Houston (Texas) et construit un nouvel appareil de production à Seattle (Washington).

Les filiales (des gaz industriels) de L'Air Liquide aux Etats-Unis assurent ainsi le développement de la production, la distribution et le service à la clientèle dans 28 états des Etats-Unis.

Des caméras couleur commandées par une chaîne de télévision américaine

Thomson C.S.F. vient de recevoir une commande de la chaîne de télévision américaine CBS portant sur la livraison, dans un délai très court, de 16 caméras de télévision couleur du type "TTV 1515". Les premières devront entrer en service dès la fin du mois d'août.

Les services techniques de CBS ont choisi la caméra couleur, conçue et mise au point par Thomson-C.S.F. pour équiper les cars de reportage, à l'issue de sévères essais comparatifs.

Le poids réduit du matériel (de 30% inférieur à celui des caméras utilisées habituellement par CBS) et surtout l'utilisation d'un câble de raccordement triaxial ont été les avantages décisifs qui ont motivé le choix des techniciens américains.

PROCHAINES MANIFESTATIONS

1) — Accueil de la mission française du 4 au 11 octobre incluant séances de travail et déjeuners-causeries à Québec le 5 octobre, Montréal les 7 et 11 octobre, et Toronto le 9 octobre 1974.

2) — Le 7 Novembre 1974 à 12h30 au Salon Ovale de l'Hotel Ritz Carlton, déjeuner conjoint avec les Chambres de Commerce du marché commun présentes à Montréal.

Le conférencier invité d'honneur est M. Henri Simonet, Vice-Président de la Commission Economique Européenne plus spécialement chargé des problèmes de l'énergie.

3) — Le 22 Novembre 1974, notre soirée de prestige annuelle.

(Renseignements et inscriptions au Secrétariat de la Chambre)

COMMUNIQUE

Bottin International

Nous avons le plaisir d'annoncer à nos membres que la Chambre dispose à son service documentation de la dernière édition de la collection complète des "Bottin", comprenant en particulier le Bottin International et Bottin Europe. Tous nos membres peuvent venir les consulter s'ils le désirent.

Fondé en 1915

Lorenzo Bélanger et Associés

Comptables agréés - Chartered Accountants

En collaboration avec :

Holden, Howard & Co.

(Chartered Accountants)

Londres, Grande-Bretagne

Montréal, Canada

2055, rue Peel, Bureau 1025

Montréal H3A 1V4, Qué.

Tél : (514) 849-9167



Le Ritz

a tout

pour tous

Que ce soit pour banquets, réunions, déjeuners ou dîners d'affaires, l'excellence règne au Ritz.

**Pour réservations,
composez 842-4212**

Hôtel Ritz Carlton

1228 ouest, rue Sherbrooke
Montréal H3G 1H6

**BIENVENUE
AU**

**SALON
INTERNATIONAL
DE L'AGRICULTURE
ET DE L'ALIMENTATION**

29 OCT. - 3 NOV.

PLACE BONAVENTURE, MONTRÉAL

Sincères remerciements à la France pour sa participation active au Salon de l'Agriculture et de l'Alimentation de Montréal.

Son magnifique stand de vins et produits alimentaires, seront autant de points d'intérêt pour tous les visiteurs du Salon.

Le 31 octobre prochain sera journée de la France au Salon, soyez des nôtres.



SALONS SPÉCIALISÉS FRANÇAIS

Des renseignements complémentaires sur les salons ou sur les facilités de voyages peuvent être obtenus en écrivant à: Salons Spécialisés Français, 1080 Beaver Hall Hill, Suite 820, Montréal, Qué. H2Z 1S8, ou en téléphonant à (514)-861-7841. Des cartes d'entrée gratuites sont à votre disposition pour tous les salons.

Salons spécialisés français

6e S.I.A.L.

Pour sa 6e manifestation, le Salon International de l'Alimentation vous accueillera à Paris du 12 au 18 Novembre dans le cadre d'INTERAL au Parc des Expositions de la Porte de Versailles.

Sur 62,000 m², repartis entre deux niveaux, la France et 40 autres pays présenteront toute la gamme de leurs productions alimentaires et, en particulier, toutes les nouveautés.

Cette présentation destinée aux professionnels de l'Alimentation du monde entier vous donnera une vision complète de l'offre de toutes origines sur le marché International. SIAL est un salon commercial; les acheteurs y viennent pour traiter des affaires avec les exposants de la France et ceux de tous les autres pays. Toute l'organisation est prévue pour faciliter votre travail. Un service d'accueil et d'interprétariat sera à votre disposition. Il vous renseignera sur le programme des manifestations, vous présentera aux personnes que vous désirez rencontrer et vous offrira toutes commodités pour vos conversations d'affaires.

Pendant sept jours, SIAL, à Paris, sera le rendez-vous des acheteurs et producteurs de produits alimentaires du monde entier.

Salon du Laboratoire 1974

Le Salon du Laboratoire 1974 se tiendra à Paris, Porte de Versailles du 9 au 14 décembre. Cette manifestation triennale de renommée internationale présente:

- Matériel et Fournitures de laboratoire.
- Matériel et procédés de laboratoire.
- Matériaux pour le laboratoire.
- Produits purs, réactifs, produits biologiques et produits spéciaux.
- Instruments scientifiques, de mesure, d'optique, de précision et de calcul.
- Installation générale et aménagement des laboratoires.
- Protection, Sécurité, Hygiène dans le laboratoire.
- Appareils de contrôle des pollutions.
- Laboratoires, Centres d'Etudes et d'information, Instituts, Associations Scientifiques et Techniques.
- Documentation, Edition, Presse scientifique et Technique.

Plus de 800 firmes, participent directement ou indirectement au Salon du Laboratoire 1974, qui a lieu au niveau 3 du Palais Sud du Parc des Expositions, soit une superficie de 31,000 m².

Comme en 1971 le Salon du Laboratoire a lieu conjointement avec la 65e Exposition de Physique, l'entrée des deux Expositions étant commune.

Pour contribuer au plus grand succès de ce rassemblement, le Groupement pour l'Avancement des Méthodes Spectroscopiques et Physico-Chimiques d'analyse (G.A.M.S.) tiendra son 32e Congrès aux mêmes lieux et dates que le Salon du Laboratoire.

Conçu et réalisé dans le souci de répondre aux besoins d'information et de documentation des visiteurs, le Salon du Laboratoire 1974, sera l'évènement professionnel à ne pas manquer.

8e Salon International du Meuble

Le 8e Salon International du Meuble se tiendra à Paris, Porte de Versailles, du 16 au 20 Janvier 1975.

1,100 fabricants dont 400 étrangers venus du monde entier présenteront la gamme la plus complète des productions de l'ameublement.

Votre visite au Salon du Meuble à Paris sera rapide et rationnelle: des halls bien agencés et faciles à visiter où vous y trouverez regroupés du mobilier contemporain d'une part et des meubles de cuisine, de salle de bain et de jardin d'autre part seront ouverts à votre disposition et vous pourrez y choisir vos fournisseurs.

Océanexpo 74

Le Salon et les colloques internationaux concernant l'exploitation des océans se tiendront à Bordeaux, du 1er au 6 octobre 1974.

Les matériels regroupés dans ce Salon couvrent des domaines très divers comme:

- Les appareils de mesure, de contrôle et d'analyse du milieu sous-marin;
- le matériel de recherche et d'exploitation des ressources sous-marines (détection, forages, plateformes et stations de haute mer);
- les équipements de navires de tous types et les systèmes de navigation.

Pendant ces manifestations, les visiteurs pourront participer à la deuxième journée internationale de dragage et au Festival du film industriel sur l'exploitation des océans.

Le nombre des inscriptions semble devoir être, dès à présent, supérieur à celui du précédent Salon qui eut lieu en 1971. Le Japon, la Grande-Bretagne, la Pologne et la Hongrie seront officiellement représentés et des stands sont déjà retenus par des firmes allemandes, américaines, danoises, néerlandaises et suisses.

G. Béchard Ltée



**COURTIERS EN DOUANE
TRANSPORTS INTERNATIONAUX**

**Siège Social:-
410 St-Nicholas, Montréal H2Y 2P5 Qué.
Téléphone: 282-0303 - Télex: 01-20353**

Containers
Service Régulier
groupage Maritime & Aérien
Agents de Fret IATA

— SUCCURSALES —

Intermediate Terminal, 10755 Côte de Liesse, Dorval, Qué. Téléphone: 631-5592
Montreal Truck Sufferance Warehouse Inc. 7403 Boul. Newman - LaSalle, Qué. Tél.: 365-7321
Aéroport International de Montréal - C.P. 563, Montréal AMF-Dorval,
Qué. Téléphone: 631-6715
Europe: 10, rue du Séminaire, Rungis, Paris, France
Correspondants en France et principaux pays
Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

RAYMOND, CHABOT, MARTIN, PARÉ & ASSOCIÉS

Comptables agréés / Chartered Accountants

Jacques Raymond, C.A.
L.-Philippe Rondeau, C.A.
Jean Brissette, C.A.
Claude St-Denis, C.A.

Guy Chabot, C.A.
Jean-Pierre Roy, C.A.
Gilles St-Pierre, C.A.
Gaston Tessier, C.A.

Guy Martin, C.A.
Serge Saucier, C.A.
Robert Gagnon, C.A.
Gabriel Groulx, C.A.

Jacques Paré, C.A.
Robert E. L'Abbé, C.A.
Michel Guertin, C.A.
Hubert Cloutier, C.A.

Léo Davignon, C.A.

Jacques Girard, C.A.
Gérald Langlois, C.A.
Serge Chevalier, C.A.
Georges Reid, C.A.
Jean-Pierre Brault, C.A.
Gilles Lamothe, C.A.
Louis Martin, C.A.

Léo Provencher, C.A.
Claude Bégin, C.A.
Roger Bacon, C.A.
Pierre Lavallée, C.A.
Danielle R. Dansereau, C.A.
Pierre Labrecque, C.A.
Michel Bombardier, C.A.

Germain Chapdelaine, C.A.
Louis A. Bastien, C.A.
Bernard Verronneau, C.A.
Serge Huot, C.A.
Luc Manseau, C.A.
Pierre Lussier, C.A.
Daniel Williams, C.A.

Guy Masset, C.A.
Marc-André Morin, C.A.
Raynald Deslandes, C.A.
François Joly, C.A.
Pierre Ostiguy, C.A.
Gilles Malette, C.A.

820, Tour de la Bourse, Place Victoria, Montréal, Québec H4Z 1G9

Téléphone: 514-878-2691

Adresse télégraphique: Raychamp

Bureau à Paris - 47, George V

Société nationale affiliée

RAYMOND CAMPBELL & CIE

Montréal Ottawa Rouyn Toronto



*bordas-dunod
montréal inc.*

8011 est jarry, ville d'anjou, montréal, p.q., canada

filiale canadienne du

groupe bordas/dunod/gauthier-villars

*téléphone
(514) 354-8770*

éditeur français

CALENDRIER DES SALONS INTERNATIONAUX FRANÇAIS

CALENDAR OF FRENCH EXHIBITIONS

DATES	MANIFESTATIONS	EMPLACEMENTS
DATES	EXHIBITIONS	SITES
31-11	Salon du Bricolage "Do it yourself" Exhibition	C.N.I.T. 4, place de la Défense 92806 Paris-Puteaux
28-30	Journées professionnelles Trade-Days	
5-8	Salon International des Techniques Horlogères et Micromécaniques-MICRONORA Internat. Exhib of the Clock and Watch-Making Industry and of its Micro-Mechanical Techniques	25000 Besançon
9-17	Salon International de l'Équipement Blanchisserie, Teinturerie Traitement et Recyclage Industriel des Eaux International Laundry, Dyeing and Dry-Cleaning Machinery Exhibition	93350 Paris le Bourget
11-18	Salon International du Matériel et des Techniques pour l'Industrie et le Commerce de la Viande MATIC International Exhibition of Machinery and Techniques for the Meat Industry and Trade	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International du Matériel d'Embouteillage et des Industries du Conditionnement International Show of Bottling Equipment and Conditioning Industries	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International du Matériel pour Malterie, Brasserie, Conditionnement et Débit de la Bière International Show of Equipment for Malting, Brewing, Beer Conditioning and Distribution	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International de l'Emballage, du Conditionnement et de la Présentation International Packaging Exhibition	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International de l'Alimentation - SIAL International Food Products Exhibition	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International de l'Équipement des Industries de l'Alimentation - MATERAL International Food Industries Equipment Exhibition	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
12-18	Salon International de l'Équipement Laitier International Dairy Equipment Exhibition	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
9-14	Salon du Laboratoire Laboratory Exhibition	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris
9-14	Exposition de Physique Exhibition of Physics	Parc des Expositions Porte de Versailles - 75015 Paris

NOISEUX, LYONNAIS, GASCON, BÉDARD, LUSSIER, SÉNÉCAL & ASSOCIÉS

Incorporant
ANDRÉ ROCHETTE & CIE
GEORGES AUDET & CIE
 Comptables Agréés

PAUL NOISEUX, C.A.
 JEAN LUSSIER, C.A.
 GILLES POUPART, C.A.
 ANDRÉ ROCHETTE, C.A.
 PIERRE DESHARNAIS, C.A.
 DENIS BERGERON, C.A.

ROGER LYONNAIS, C.A.
 RENÉ SÉNÉCAL, C.A.
 JACQUES FRANCO, C.A.
 MICHELLE HARDY, C.A.
 YVES ROBITAILLE, C.A.
 ROBERT DESLAURIERS, C.A.

PIERRE BÉDARD, LL.L., C.A.
 GEORGES AUDET, C.A.
 MARCEL DEMERS, C.A.
 MARCEL LECOURT, C.A.
 JEAN-GUY CLOUTIER, C.A.

JEAN G. PÉLOQUIN, C.A.
 JACQUES LARICHELLIÈRE, C.A.
 ROBERT LECLERC, C.A.
 JEAN-CLAUDE FOREST, C.A.

JEAN-CLAUDE LEFEBVRE, C.A.
 CLAUDE LUSSIER, C.A.
 DANIEL FERRON, C.A.
 JEAN-MARC CORBEIL, C.A.

PIERRE LABERGE, C.A.
 FRANÇOIS FORGET, C.A.
 JOHANNE BLANCHARD, C.A.
 ALAIN LAPORTE, C.A.

Membres de
THE MANN JUDD INTERNATIONAL GROUP
 avec bureaux à Toronto, Winnipeg, Calgary, Vancouver,
 États-Unis, France, Grande-Bretagne, Belgique et autres pays.
Édifice B.C.N., Bureau 2000 — 500 Place d'Armes, Montréal H2Y 2W2 — 849-7791



les éditions françaises inc.

siège social :
192, rue Dorchester, Québec 2
case postale 3459, St-Roch, Québec 2

succursales :
8440, boul. St-Laurent, Montréal 351

DISTRIBUTEURS EXCLUSIFS
DES ÉDITIONS PEDAGOGIA
ET POUR LE CANADA DES
ÉDITIONS LAROUSSE

**BENOIT
DIRY
BERTRAND
PAQUETTE
&
ASSOCIÉS**

Comptables agréés
Chartered Accountants
Bureau 506
3500, rue du Parc Lafontaine
Montréal (Qué) Canada
H2L 3M2
Téléphone (514) 527-9221

Lionel H. Benoit, C.A.
Réal Bertrand, C.A.
Robert Crevier, C.A.
Raynald Vermette, C.A.
Pierre Y. Brosseau, C.A.

Jean-Paul Diry, C.A.
André Loubier, c.A.
André Paquette, C.A.
Pierre D. Poisson, C.A.

NANTEL MERCURE & POLIQUIN

Conseillers juridiques
Avocats à la Cour

Adresse à Paris:
Me André Garnault
17, avenue de Lamballe,
160
Tél.: 87-89-59

Adresse à Montréal:
507 Place d'Armes,
Suite 1800,
H2Y 2X4
Tél.: 842-3971

Conseillers juridiques pour le Canada de :
Air France - Peugeot Canada.

Beefeater Beefeater Beefeater

Si doux qu'il se prend pur!



Distillé et embouteillé à Londres,
Beefeater est le "dry gin" le plus apprécié au Québec.

FRENCH TRADE SHOWS

For further information about French Trade Exhibitions, or travel facilities write to: French Trade Shows, 1080 Beaver Hall Hill, Room 820, Montreal, QUE H2Z 1S8, or call (514) 861-7841. Free entrance cards are available upon request.

Interal 74.

The biggest international food festival ever... Interal 74, the International Biennial Exhibition of Food Industries and Technology, will take place in Paris, at the Parc des Expositions, Porte de Versailles, from 12th to 18th November 1974.

On a surface area of 200 000 square meters, INTERAL will group:

- Sial, the International Food Products Exhibition
- Materal, the International Food Industries Equipment Exhibition
- Matic, the International Exhibition of Machinery and Techniques for the meat industry and trade.
- The International Exhibition of Bottling Equipment and Conditioning Industries
- The International Exhibition of Malting, Brewing, Beer Conditioning and Distribution
- The International Dairy Equipment Exhibition
- The International Packaging Exhibition

Interal, while maintaining the original and typical features of each Exhibition, give a thorough insight of all what is happening in the various Food Industries and Trade.

In 1972, Interal was attended by some 135.000 visitors coming from the world over, and more are expected next November.

Interal, is a unique centre of information, showing the most impressive International display of Food and Food Machinery.

The Salon Cote d'Azur — Beachwear & Summer Fashion Show

An important ready-to-wear industry has been located on the Côte d'Azur for more than 25 years. This local industry accounts for 9% of the entire French production of women's wear. Inspired by a region famous for its mild climate and beautiful beaches manufacturers of the Côte d'Azur have naturally specialized in beach and summer wear. Buyers from numerous foreign countries who prefer the French

Riviera have taken an interest in the creations of the Côte d'Azur and visit regularly to buy for the summer season.

This interest led Côte d'Azur ready-to-wear manufacturers to get together every year at Nice's Hotel Negresco and invite buyers from all countries to come and examine their collections. A significant business climate was thus established and the most important firms of the large European, American, African and Asiatic countries were accustomed to returning to Nice every year.

Due to their success, directors enlarged the Show and transformed it into an International Ready-to-Wear Show specializing in summer and beach wear. An agreement was made to hold the Nice Show two weeks before the Paris RTW Show. This is how the Côte d'Azur Show of Summer Fashion took place for the first time in 1966, for the next six years at the Hotel Negresco, and now at the larger Palais des Expositions of the City of Nice.

Since its beginnings, the Show has had considerable success. In 1973, the Show received more than 3000 visitors from 54 countries, the exportation volume reaching 45% of the actual total.

It is of course the originality of the exhibited lines which has been the basis of the Show's success. But it is also the make-up of the Show which attracts the visitor. The ease of moving about amidst an actual flowered garden, the reasonable number of exhibitors (about 100 in 1974) permits the visitor to go tirelessly through the entire Show. A bar, high-quality restaurant and rest areas give this Show an exceptional charm which everyone recognizes. And at the end of the day, everyone can have a pleasant evening, relaxing in a marvelous city, which, even at the beginning of October, still reflects the splendor of the Mediterranean summer.

An excellent set-up, a pleasant reception, information services always ready to guide buyers in business as well as lodging, trips or recreation. Nice, the European capital of summer wear, offers its visitors a marvelous Show in a marvelous country.

BUREAU D'ASIE
8 DES VOEUX ROAD, CENTRAL, SUITE 1601, HONG KONG
TELEPHONE: W-251202
TELEX NO. HX 4073 "AMLAW"
ADRESSE TELEGRAPHIQUE "HONGBSJAC"

BUREAU EUROPEEN
3, RUE SCRIBE, PARIS 9^E, FRANCE
QUATRIEME ETAGE
TELEPHONE 073-7601
ADRESSE TELEGRAPHIQUE "PAROBSJAC"

Phillips & Vineberg
Avocats

L'HON. LAZARUS PHILLIPS, O.B.E., C.R., LL.D.
NEIL F. PHILLIPS, C.R.
JEAN L'ANGLAIS, C.R.
MITCHELL KLEIN
ALAN Z. GOLDEN
ROBERT S. VINEBERG
EDWARD W. RUBIN
PAUL A. GELINAS
H. CHRISTIAN WENDLANDT
JAMES A. SMITH

PHILIP F. VINEBERG, C.R.
JAMES A. SODEN, C.R.
IVAN E. PHILLIPS
DANIEL S. MILLER
DOUGLAS C. ROBERTSON
WILLIAM FRAIBERG
MICHAEL D. VINEBERG
S. PETER MENDELL
ROBERT MONGEON

ROBERT G. GODSON, LL.B.
(HONG KONG)

Edifice de la Banque Royale du Canada
1, Place Ville Marie, Montréal H3B 2A5

Téléphone (514) 866-8541

Telex No. 05-25587 - Adresse Télégraphique "Objac"

Adresse télégraphique "Premont"

Téléphone 878-9411

DESJARDINS, DUCHARME, DESJARDINS, TELLIER, ZIGBY & MICHAUD

Avocats

Guy Desjardins, c.r.
Claude Tellier, c.r.
Michel Roy
Andrée Limoges
Michel Benoît
Russell Merifield
Lucie Desjardins

Claude Ducharme, c.r.
Jean-Paul Zigby
Claude Bédard
Daniel Bellemare
C. François Couture
Marc Léonard
Paul Goulet
Conseil
Armand Pagé, c.r.

Jean A. Desjardins, c.r.
Pierre A. Michaud
Guy Monette
Réjean Lizotte
Jacques Paquin
André J. Bourque

Suite 1200, 635 ouest, boulevard Dorchester, Montréal 101, P.Q.

MARTINEAU, WALKER, ALLISON, BEAULIEU, MACKELL & CLERMONT

AVOCATS

Le Bâtonnier : Jean Martineau, C.C.C.R.
Roger L. Beaulieu, C.R.
John H. Gomery, C.R.
J. Lambert Toupin, C.R.
Edmund E. Tobin
Robert P. Godin
Michel Lassonde
Michael P. Carroll
Claude Lachance
Pierrette Rayle
David W. Salomon
Marie Sullivan
Jean-François Buffoni

Robert H.E. Walker, C.R.
Peter R.D. MacKell, C.R.
Robert A. Hope, C.R.
Bertrand Lacombe
C. Stephen Cheasley
Jack R. Miller
Serge D. Tremblay
Claude H. Foisy
Maurice A. Forget
Robert E. Reynolds
Jean-Maurice Saulnier
Serge F. Guérette
Suzanne R. Charest

George A. Allison, C.R.
André J. Clermont, C.R.
Maurice E. Lagacé, C.R.
F. Michel Gagnon
Richard J.F. Bowie
Bruce Cleven
Jean S. Prieur
James G. Wright
Stephen S. Heller
Lise Lagacé
André T. Mécis
André Larivée
Michel Messier

AVOCATS-CONSEILS: HON. ALAN A. MACNAUGHTON, C.P., C.R.
LE BÂTONNIER: MARCEL CINQ-MARS, C.R.

Tour de la Bourse, suite 3400, Place Victoria, Montréal H4Z 1E9

Téléphone: 395-3535

Telex 05-24610 BUOY Mtl

Adresse Télégraphique: "CHABAWA"

DE GRANDPRÉ, COLAS, AMYOT, LESAGE, DESCHÊNES & GODIN

AVOCATS

PIERRE DEGRANDPRÉ, C.R.
ÉMILE COLAS, C.R.
BERNARD M. DESCHÊNES, C.R.
RENÉ-C. ALARY, C.R.
ANDRÉ PAQUETTE, C.R.
JEAN-JACQUES GAGNON
OLIVIER PRAT
LOUIS A. TOUPIN
BRUNO BERNARD
GILLES FAFARD
J. LUCIEN PERRON
PIERRE MERCILLE
M. CHRISTINE L. PAPILLON

RENÉ AMYOT, C.R.
ROBERT LESAGE, C.R.
GILLES GODIN, C.R.
BERNARD LASNIER, C.R.
JEAN CRÉPEAU
GAËTAN DROLET
RICHARD DAVID
PIERRE LESAGE
MARC DESJARDINS
ROBERT DÉCARY
HENRI MASSÛE-MONAT
MYRIAM BORDELEAU

2501, TOUR DE LA BOURSE, PLACE VICTORIA
CASE POSTALE 108, MONTRÉAL H4Z 1C2
TEL. 878-4311 - TELEX: 05-25670 MULTILEX-MONTRÉAL

55 D'AUTEUIL,
CASE POSTALE 879, HAUTEVILLE, QUÉBEC, G1R 4T5
TEL. (418) 529-0711 ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE MULTILEX
TELEX: 011-3057 MULTILEX-QUÉBEC

20, PLACE DE LA MADELEINE, PARIS 8e TEL. 742-23-31
ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE: KAPTON-PARIS
TELEX: (42) 28885 PARISLAW

CONSEIL
LE BÂTONNIER ÉMILE POISSANT, C.R.

Mon choix



NOS NOUVEAUX MEMBRES

MEMBRES MONTREAL

Membres actifs individuels:

- M. Serge RAFFET
Compagnie Nord-Américaine de Traduction Ltée
- M. Jean-Claude BENARROCH
Jean Nicholas Importations Inc.
- Mlle Lily SIMON
Lily Simon Inc.
- M. Armand CORIAT
Frank Importations Inc.
- M. Yves CORDONNIER
Unikis Ltée

Membres actifs corporatifs:

PLACE DESJARDINS INC.

Délégués:

- M. Daniel Wermentinger
M. Tancrede Sicard

LANIEL CANADA INC.

Délégués:

- M. Gaëtan Laniel
M. Denis Allard
M. Claude Andrighetto

H. ERNAULT-SOMUA/AFMO

Délégués:

- M. J.L. Jaffre
M. Maxime Martin
M. Georges Dureault

SONDAGE D'OPINION DU QUEBEC

Délégués:

- M. Tom E. King
M. Grégoire Gollin

MEMBRES SECTION ONTARIO

Membres actifs corporatifs:

BANK OF MONTREAL, INTERNATIONAL DIVISION

Délégués:

- M. D.A. Jorgensen
M. D.N. Gillespie
M. F.R.H. Newman

ROYAL BANK OF CANADA

Délégués:

- M. Robert J. Reid
M. P.J. Rossiter
M. M.O.L. Vorbrodt

NOUVEAUX MEMBRES "FRANCE"

Communs à la Chambre de Commerce France-Canada
et à la Chambre de Commerce Française au Canada

- M. Didier P. Vois
10, rue Gaucher
78100 St-Germain en Laye
Tél. 973.2892

SOCIETE KELLY SERVICES

- M. J.P. Grocnowski
(personnel temporaire & intérimaire)
30, avenue du Maine
75015 Paris
Tél. 538.7400

SIEGEL S.A.

- M. André Duche
(matériel d'étalage et de magasin)
19, rue Réaumur
75003 Paris
Tél. 887.7141

G. Malecot

- 34, rue de Vanves
92100 Boulogne
Tél. 603.9458
ne souhaite pas figurer dans l'annuaire

LES PETROLES DE L'OUEST

- M. Jean Chaffot
(importation & redistribution
de produits pétroliers)
8, Quai de Richemont
35000 Rennes

M. Michel Huet

- "Clos de la Vignette"
Mortefontaine
60520 La Chapelle en Serval
Tél. 454.3161

CIE PLANIFRANCE

- M. Piel Petjo-Maltest
(Edition, impression, gestion, publicité,
photographie, études de marchés)
21, rue Robespierre
78330 Fontenay le Fleury
Tél. 460.1551

M. R. Cuisiniez

- 1, rue Alfred de Musset
92240 Malakoff
Tél. 253.4372

M. Jacques Volle

- 76, rue du Dôme
92100 Boulogne
Tél. 825.4071

M. Gérard Faget

- 10, avenue du Colonel Bonnet
75016 Paris
Tél. 288.2626

BANCO DO BRASIL

- M. Joseph d'Avila Mendoga
49-51, avenue George V
75008 Paris
Tél. 720.4403

M. Lavigne

- Commissaire aux comptes
Cabinet EXCO
6, Square de l'Opéra Louis-Jouvet
75009 Paris
Tél. 073.6616

SUDEG HIT 2000

- M. Guy Mary
(diffusion de disques & gadgets)
19, rue Daguerre
75014 Paris
Tél. 567.8664

M. Jean Schrimpf

- Univex Expo
(Mines et produits chimiques)
9, rue Le Tasse
75016 Paris

S.I.D.A.L.

- M. Pinto
(import/export produits surgelés)
Zone Industrielle
Avenue Georges Politzer
78190 Trappes
Tél. 050.4909

IRO ENGINEERING GESTION

- M. Marius Bergrach
83, rue Montmartre
75002 Paris
Tél. 508.9723

BANKERS TRUST COMPAGNY

- M. Claude E. De Messieres
(Banque de dépôts)
2, avenue Montaigne
75008 Paris
Tél. 256.6262

M. Jacques Robert

- 11, rue Lamartine
91800 Brundy
Tél. 925.9510

M. Aldolphe Leschevin D'Ere

- 75, rue Chauveau
92 Neuilly s/Seine
Tél. 624.6117

COMITE DES EXPOSITIONS DE PARIS

- M. Jean Taelman
(organisateur d'expositions)
7, rue Copernic
75782 Paris Cedex 16
Tél. 553.8630

ETS CARUELLE

- M. Loranchet
(pulvérisateurs agricoles)
45550 St-Denis de l'Hôtel
Tél. 89.72.10



St-Arnaud Bergevin Limitée

Courtiers en douanes — Transitaires Internationaux
Dédouanement à tous les ports canadiens

IMPORTATION SERVICE DE CONTAINERS
EXPORTATION ENTREPOSAGE
FRET AÉRIEN CONSEILLERS EN DOUANES

SERVICE DE VOYAGES

Service régulier groupage maritime/avion
depuis la France sur le Canada et vice-versa

Correspondants en France:
Paris, Orly, Le Havre, Bordeaux, Marseille,
Lyon, Strasbourg, Cognac

Autres correspondants autour du monde

410, RUE ST-NICOLAS, MONTRÉAL, H2Y 2P5, QUÉ.
TÉLÉPHONE (514) 845-4161
CÂBLE STARBER MONTRÉAL — TÉLEX 05-25176

SUCCURSALES

7403 BOUL. NEWMAN, LASALLE, QUÉ.
ÉDIFICE DE FRET AÉRIEN, AÉROPORT INTERNATIONAL,
DORVAL, QUÉ.

10755 CHEMIN CÔTE-DE-LIESSE, DORVAL, QUÉ.
67 RUE ST-PIERRE, QUÉBEC, QUÉ. TÉLÉPHONE (418) 692-1970
159 RUE BAY, TORONTO, ONT. TÉLÉPHONE (416) 863-0086

Membre de la Chambre de Commerce Française au Canada

ÉCONOMIE

D'IMPÔT SUR LE REVENU

Vous pouvez déduire de votre revenu jusqu'à \$4,000 par année, si vous investissez dans un

PLAN ENREGISTRÉ D'ÉPARGNE-RETRAITE

SAVE

ON INCOME TAX

Up to \$4,000 a year may be deductible from your taxable income, if you invest in a

REGISTERED RETIREMENT SAVINGS PLAN

HORST ROMAN KREBS
3724 CÔTE VERTU, MONTREAL 383
TEL. 334-2724

SunLife

Please give me complete information. I understand there is no obligation.

Veuillez me faire parvenir des renseignements. Je sais que ceci ne m'engage à rien.

NOM.....

ADRESSE.....

VILLE..... TEL.....

SAMSON, BÉLAIR, CÔTÉ, LACROIX ET ASSOCIÉS

Comptables agréés

Suite 3100, Tour de la Bourse, Montréal 115 — 861-5741

Suite 201, 4 Parc Samuel Holland, Québec 6 — 681-7231

320 est, rue St-Germain, Rimouski — 724-4136

108 nord, Wellington, Sherbrooke — 563-8663

324, rue Des Forges, Trois-Rivières — 378-4541

235, Chemin de Montréal, Ottawa — 745-1515

PROPOSITIONS D'AFFAIRES

Les maisons intéressées par les propositions sous numéro de référence sont priées d'écrire au secrétariat de la Chambre en indiquant le numéro de référence.

Afin de nous permettre de transmettre les demandes à nos correspondants, les références bancaires et commerciales d'usage devront être fournies.

DEMANDES DE PRODUITS CANADIENS:

- A 3801 Déchets de cuivre
- A 3802 Tissus "denim" pour jeans
- A 3803 Agent commercial, cherche à représenter en France sociétés canadiennes.

OFFRES D'AGENCES OU DE PRODUITS FRANÇAIS:

- A 3804 Skips pour manipuler et charger tous produits
- A 3805 Réducteurs de vitesse
- A 3806 Produits de beauté
- A 3807 Matériel de rangement en plastique

OFFRES D'AGENCES OU DE PRODUITS CANADIENS

- A 3808 Fabricant canadien de peintures cherche accords avec société française

DEMANDES D'EMPLOI

(Des renseignements complémentaires peuvent être obtenus au Secrétariat de notre Chambre, 1080, Côte du Beaver Hall, Bureau 826, Montréal H2Z 1S8, ou en téléphonant à 866-2797).

- D 3701 Français, 27 ans, bilingue, maîtrise en économie à l'Université McGill, cherche emploi dans le service international d'une banque
- D 3702 Française, 27 ans, bilingue, HECJF et maîtrise en administration à Kansas University, cherche emploi
- D 3703 Français, 31 ans, bachelier, cherche emploi de bureau

Votre spécialiste pour
tout transport

FRANCE — CANADA

A. & G. Valcke & Cie

54, rue de Paradis, Paris 10e
Tél. 770-79-32 — Télex 21053 Paris

**CONTAINERS GROUPAGES
MARITIMES & AÉRIENS
TRANSPORTS INDUSTRIELS**

Agences à
ROUBAIX — LE HAVRE — TROYES
LYON — MARSEILLE — GRASSE

Bureau Commercial à MONTRÉAL

Panalpina World Transport Ltd.

410, rue Saint-Nicolas,
Montréal 125
Tél.: 849-5671

TRADE OPPORTUNITIES

The firms interested in the "Trade Opportunities" showing reference numbers should write to the Head Office of the French Chamber in Canada (Montreal). The letter should include the usual trade and baking references.

CANADIAN PRODUCTS AND/OR AGENCIES WANTED

- A 3801 Scrap copper
- A 3802 "Denim jean" materials
- A 3803 Commercial agent wish to get in touch with canadian firms in France

FRENCH PRODUCTS AND/OR AGENCIES OFFERED:

- A 3804 All kinds of skips
- A 3805 Speed reducers
- A 3806 Cosmetics
- A 3807 Plastic filing materials

**BREVETS D'INVENTION,
MARQUES DE COMMERCE**

EN TOUS PAYS

MARION, ROBIC & ROBIC

ci-devant

MARION & MARION

(Fondée en 1892)

2100, rue Drummond

Montréal

Téléphone : 288-2152

H3G 1X5

PORTUGAL
VISITEZ L'EUROPE EN AUTOMOBILE

• VENTES ET LOCATIONS TT •

LIVRAISON EN EUROPE & EN AFRIQUE

Garantie d'usine • Assurances • Permis International
Kilométrage illimité

Renault • Peugeot • Citroën • Simca • Fiat • V.W. • Opel • Etc ...

Représentant officiel des grandes marques Européennes

et
EUROPACARS

Location tous types de véhicules
le plus important réseau de location
d'automobiles en Europe

DEMANDEZ
NOTRE CATALOGUE

**AIR FRANCE
EUROP AUTO**



EUROP AUTO

5193 CÔTE DES NEIGES — MONTRÉAL — TÉL: 735-3083-0791

Votre réservation effectuée à Montréal vous permet de payer moins cher, et d'être sûr qu'un véhicule est à votre disposition - Livraison et retour aéroports
350 Stations à votre service

NOTRE CARNET

NOMINATION

Monsieur Charles de Jocas, premier vice-président de la banque de Montréal et membre de notre chambre, vient d'être nommé président de la Chambre de Commerce de Montréal.

DECES

Nous apprenons le décès accidentel le 22 juillet dernier de M. Jacques Pasquet, officier de la légion d'honneur, directeur des sociétés Eurodif et Ussi, ancien président directeur général de Socaltra et vice-président de Gexa. La chambre assure sa famille éprouvée de sa profonde sympathie et de ses condoléances attristées.

M. Corneille Alfred Vandendries, ancien président et président du conseil de Brockville Chemical Industries Limited et administrateur de Genstar Limitée, est décédé le jeudi 8 août 1974 dans l'après-midi à l'hôpital Royal Victoria de Montréal, à l'âge de 68 ans.

M. Vandendries qui était membre de notre chambre avait été membre de la Society of the Chemical Industry (section canadienne) et de l'association canadienne des fabricants de produits chimiques, administrateur de l'association canadienne des fabricants d'engrais et, de 1968 à 1974, président de la Chambre de Commerce Belgo-Luxembourgeoise au Canada. La chambre présente à sa famille l'expression de ses plus sincères condoléances.

BUREAU FRONTENAC

VOTRE ATOUT EN EUROPE!

représentation en Europe
des entreprises du Québec

54 rue N.D. des champs - 75006 Paris - tél : 633.06.06.

L'ART D'HARMONISER LES VINS DE BORDEAUX EST UN HOMMAGE A LA CULTURE.

POUR LES VRAIS ET GRANDS CONNAISSEURS
NOUS OFFRONS LES VINS LES MEILLEURS
LA "NOTE" EST A VOTRE "PORTÉE"
POUR CES VINS SI BIEN "ORCHESTRÉS"

389D SIMPLET (Supérieur rouge)	2.40
391D CHATEAU BELLEGARDE (de choix)	4.45
393F Domaine Ile MARGAUX (favori)	3.60
394F MONT DE MONTS (pour VINOPHILES)	3.60
414G CANARD BLANC (Blanc de Blanc, sec)	2.25
533G GAGE D'AMOUR (Rosé, sec)	2.50
561F Vermouth VERNAT-Fraise (apéritif)	2.60

SPIRITEX INC.
raoul d. gadbois, président

La Société des Alcools les vend dans ses Magasins
Insistez pour les avoir dès demain matin.

Depuis
plus de 50 ans

Poulenc LIMITÉE

fabricant
de spécialités
pharmaceutiques

apporte
son concours
à la lutte incessante
contre la maladie



UGÈNE KUHLMANN DU CANADA LIMITÉE
FRANCOLOR DYESTUFFS DIVISION

FRANCOLOR

Tél.: 683-8750 - 1 - 2- 8

Telex: 058-21655

2052 Trans-Canada Highway
Dorval H9P 1H9

SANITARY REFUSE COLLECTORS INC.

ENLÈVEMENT SANITAIRE DES REBUTS INC.

Salubrité Publique

9501, Boulevard Ray Lawson
MONTRÉAL H1J 1L4, Qué. — Tél.: 352-2020

BONNE ROUTE!



radialement... **MICHELIN**



SOCIÉTÉ FINANCIÈRE

POUR LE COMMERCE ET L'INDUSTRIE S.F.C.I. LTÉE

Affiliée à la
Banque Nationale de Paris,
présente dans
plus de 50 pays
à travers le monde.

BNP

BUREAU DU DEPOT LEGAL
BIBLIOTHEQUE NATIONALE DU QUEBEC
1700, rue Saint-Denis
MONTREAL 129, Qué. G.C.

Services offerts à la clientèle

- Comptes en \$ Can. et \$ U.S.; délivrance de chéquiers;
- Acceptation de dépôts à demande et à terme, en dollars et autres devises;
- Émission de chèques de voyage en francs français et en dollars U.S.;
- Opérations de change; transferts de fonds vers tous pays;
- Financement d'opérations de commerce international;
- Ouvertures de crédits documentaires et encaissements d'effets et de remises documentaires; fournitures de lettres de garantie;
- Financement de marchandises en voie de transport ou entreposées;
- Toutes opérations de crédit commercial et industriel à court terme;
- Assistance aux compagnies canadiennes qui cherchent à prendre des participations à l'étranger ou à y installer des succursales ou des filiales;
- Assistance aux sociétés étrangères qui désirent installer au Canada des succursales ou des filiales, ou prendre des participations dans des compagnies canadiennes.



SFCI

Montréal: Tour de la Bourse, place Victoria — Tél.: 866-8712
Québec: 500 est, Grande-Allée — Tél.: 529-0457